

**Assemblée générale**

Distr. générale
5 décembre 2006
Français
Original : anglais

Soixante et unième session

Point 117 de l'ordre du jour

Budget-programme de l'exercice biennal 2006-2007**Prévisions de dépenses relatives aux missions politiques spéciales,
missions de bons offices et autres initiatives politiques autorisées
par l'Assemblée générale ou le Conseil de sécurité****Rapport du Secrétaire général***Résumé*

Le présent rapport est à replacer dans le contexte des décisions qu'ont prises ou que devront prendre l'Assemblée générale ou le Conseil de sécurité au sujet de missions politiques spéciales, notamment des missions de bons offices, de diplomatie préventive et de consolidation de la paix après les conflits, à la demande des gouvernements ou sur recommandation du Secrétaire général.

Par sa résolution 60/247 A, l'Assemblée générale a ouvert un crédit de 355 949 300 dollars pour financer les missions politiques spéciales prévues au chapitre 3 (Affaires politiques) du budget-programme de l'exercice biennal 2006-2007. Ce montant, qui avait été affecté au financement d'opérations approuvées par l'Assemblée ou le Conseil de sécurité, ayant été largement dépassé à la fin de juin 2006, l'Assemblée, par sa résolution 60/281, a ouvert un crédit supplémentaire d'un montant net de 19 065 700 dollars (montant brut : 26 443 300 dollars) en vertu des dispositions de sa résolution 41/213, portant ainsi le montant total net des crédits ouverts au titre des missions politiques spéciales à la fin de sa sixième session à 375 015 000 dollars (montant brut : 382 392 600 dollars).

On trouvera dans le présent rapport les prévisions de dépenses, jusqu'au 31 décembre 2007, se rapportant à 27 missions politiques spéciales autorisées par l'Assemblée générale ou le Conseil de sécurité, avec une présentation plus détaillée dans le document A/61/525/Add.1 à 5. Le montant net de ces prévisions s'élève au total à 364 871 200 dollars (montant brut : 389 888 700 dollars). Déduction faite du solde inutilisé des crédits alloués aux différentes missions à la fin de 2006, qui est estimé à 95 883 600 dollars, le montant net du crédit additionnel demandé dans le présent rapport, conformément aux procédures prévues au paragraphe 11 de l'annexe I de la résolution 41/213, est de 268 987 600 dollars (montant brut : 294 005 100 dollars).



Table des matières

	<i>Paragraphes</i>	<i>Page</i>
I. Introduction	1–25	3
II. Prévisions de dépenses pour l'ensemble des missions politiques spéciales mandatées par l'Assemblée générale ou le Conseil de sécurité	26–33	9
III. Décision que l'Assemblée générale est appelée à prendre	34	22
Annexe		
Récapitulatif des crédits ouverts au titre des missions politiques spéciales, 2006-2007		23

I. Introduction

1. On se souviendra que l'Assemblée générale, par sa résolution 60/247 A du 23 décembre 2005, a ouvert un crédit de 355 949 300 dollars pour financer les missions politiques spéciales prévues au chapitre 3 (Affaires politiques) du budget-programme de l'exercice biennal 2006-2007. L'Assemblée, par sa résolution 60/248 du 23 décembre 2005, a aussi approuvé l'imputation d'un montant initial de 100 millions de dollars sur le crédit ouvert au titre des missions politiques spéciales, dans l'attente d'un examen ultérieur, par le Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires et l'Assemblée, des propositions de budget pour ces missions. Ayant examiné les rapports ultérieurs du Secrétaire général sur les budgets des missions politiques spéciales (A/60/585/Add.1 et 2) et sur le Bureau d'appui à la consolidation de la paix (A/60/694), l'Assemblée, dans sa résolution 60/255 du 8 mai 2006, a approuvé l'imputation d'un montant additionnel de 204 040 800 dollars pour les missions politiques spéciales et le Bureau d'appui à la consolidation de la paix. Par la suite, ayant examiné les propositions de budget additionnel pour certaines missions politiques spéciales (A/60/585/Add.3 et 4), l'Assemblée, par sa résolution 60/281 du 30 juin 2006, a approuvé l'imputation d'un montant de 51 908 500 dollars sur le solde non affecté des ressources prévues au titre des missions politiques spéciales, affectent ainsi l'ensemble des crédits. Dans la même résolution, elle a ouvert un crédit d'un montant net de 19 065 700 dollars (montant brut : 26 443 300 dollars) conformément aux procédures prévues dans sa résolution 41/213 du 19 décembre 1986, portant ainsi à 375 015 000 dollars le montant total net des crédits ouverts au titre des missions politiques spéciales à la fin de sa soixantième session (montant brut : 382 392 600 dollars).

2. Le présent rapport a pour objectif d'obtenir des fonds supplémentaires pour 27 missions politiques spéciales pour l'exercice biennal 2006-2007, compte tenu des mesures que l'Assemblée générale ou le Conseil de sécurité ont prises ou doivent prendre, à la demande des États Membres ou sur recommandation du Secrétaire général. Bien que les prévisions de dépense de l'une des missions politiques spéciales (Envoyé spécial du Secrétaire général pour le Myanmar) mandatée par l'Assemblée générale, soient indiquées dans l'état des incidences sur le budget-programme présenté conformément à l'article 153 du Règlement intérieur de l'Assemblée (voir A/C.5/61/14), elles sont également reprises ici pour donner un tableau complet de l'ensemble des crédits nécessaires pour l'ensemble des missions politiques spéciales. Il convient de noter, toutefois, qu'aucune dépense au titre d'une mission dont le mandat n'est pas prorogé ne pourra être imputée sur les crédits ouverts pour les missions politiques.

Prorogation ou reconduction de mandats

3. Les mandats de la majorité des missions politiques spéciales visées dans le présent document ont été reconduits ou prorogés en 2007; pour les autres, les demandes de prorogation ou de reconduction ont été soumises au Conseil de sécurité ou vont l'être sous peu.

4. Sur les 27 missions pour lesquelles des prévisions de dépenses sont présentées :

a) Six missions (Conseiller spécial du Secrétaire général pour Chypre, Conseiller spécial du Secrétaire général pour la prévention du génocide, Envoyé

personnel du Secrétaire général pour le Sahara occidental, Envoyé spécial du Secrétaire général pour l'application de la résolution 1559 (2004) du Conseil de sécurité, Représentant personnel du Secrétaire général pour le Liban et Bureau de l'Envoyé spécial du Secrétaire général pour le processus concernant le futur statut du Kosovo) ont un mandat à durée indéterminée;

b) Une mission [Appui au Comité du Conseil de sécurité créé par la résolution 1540 (2004)] a eu son mandat prorogé jusqu'au 27 avril 2008;

c) Trois missions (Direction du Comité contre le terrorisme, Bureau du Représentant spécial du Secrétaire général pour l'Afrique de l'Ouest et Bureau politique des Nations Unies pour la Somalie) ont des mandats venant à expiration le 31 décembre 2007;

d) Six missions [Groupe d'experts sur la République démocratique du Congo, Groupe d'experts concernant le Soudan, Bureau d'appui des Nations Unies pour la consolidation de la paix au Tadjikistan, Commission d'enquête internationale indépendante, Mission d'assistance des Nations Unies en Afghanistan (MANUA) et Mission d'assistance des Nations Unies pour l'Iraq (MANUI)] ont des mandats venant à expiration entre mars et septembre 2007;

e) Une mission (Envoyé spécial du Secrétaire général pour le Myanmar) fait actuellement l'objet d'un examen par l'Assemblée générale;

f) Les 10 missions restantes (Conseiller spécial du Secrétaire général pour l'Afrique, Groupe de contrôle sur la Somalie, Groupe d'experts sur le Libéria, Groupe d'experts sur la Côte d'Ivoire, Équipe d'appui analytique et de surveillance des sanctions créée par la résolution 1526 (2004) du Conseil de sécurité, Bureau d'appui des Nations Unies pour la consolidation de la paix en République centrafricaine, Bureau d'appui des Nations Unies pour la consolidation de la paix en Guinée-Bissau, Bureau du Représentant spécial du Secrétaire général pour la région des Grands Lacs, Bureau intégré des Nations Unies en Sierra Leone et Appui des Nations Unies à la Commission mixte Cameroun-Nigéria) ont des mandats venant à expiration jusqu'à la fin de décembre 2006. Il est prévu que le Conseil de sécurité proroge les mandats de ces missions, compte tenu des rapports et des demandes qui lui ont déjà été présentés ou qui vont l'être.

5. On présume que toutes les missions ci-dessus mentionnées dont le mandat n'a pas encore été prorogé seront prolongées d'une période identique à celle qui a été approuvée pour 2006.

6. On notera que, bien que cela n'ait pas été prévu, le Conseil de sécurité, par sa résolution 1723 (2006), a prorogé le mandat du Conseil international consultatif et de contrôle jusqu'en décembre 2007. L'établissement du présent rapport étant déjà achevé au moment de l'adoption de la résolution, les prévisions de dépenses du Bureau du Représentant du Secrétaire général pour le Conseil international consultatif et de contrôle n'y sont pas indiquées. Elles seront présentées dans un rapport distinct à l'Assemblée générale à une date ultérieure.

Missions achevées ou interrompues

7. Il convient de rappeler qu'en 2006, 29 missions politiques spéciales étaient en activité. L'une d'entre elles [Bureau des Nations Unies au Timor-Leste (BUNUTIL)], convertie en mission de consolidation de la paix, ne fonctionne plus depuis le 1^{er} septembre 2006.

Organisation des rapports sur les budgets des missions politiques spéciales

8. Dans ses rapports sur les prévisions de dépenses relatives aux missions politiques spéciales, missions de bons offices et autres initiatives politiques autorisées par l'Assemblée générale ou le Conseil de sécurité (A/59/569/Add.1, par. 6 et 7, et A/60/7/Add.37, par. 11), le Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires a recommandé de réorganiser les rapports budgétaires en regroupant les missions et bureaux suivant des critères thématiques ou géographiques, selon le cas, et en traitant différemment les missions plus importantes, compte tenu de leur taille et de leur complexité. En conséquence, il a été décidé de présenter les propositions budgétaires relatives aux missions politiques spéciales par groupes thématiques et de consacrer des additifs distincts aux missions importantes telles que la Mission d'assistance des Nations Unies pour l'Iraq (MANUI) et la Mission d'assistance des Nations Unies en Afghanistan (MANUA), lesquelles n'en font pas moins partie du groupe thématique III. Le regroupement a été opéré comme suit :

- a) Groupe thématique I : Envoyés spéciaux ou personnels, conseillers spéciaux et représentants personnels du Secrétaire général (A/61/525/Add.1);
- b) Groupe thématique II : Équipes de surveillance des sanctions et groupes d'experts (A/61/525/Add.2);
- c) Groupe thématique III : Bureaux des Nations Unies, bureaux d'appui à la consolidation de la paix, bureaux intégrés et commissions (A/61/525/Add.3).

9. Conformément aux observations et suggestions du Comité consultatif, on a cherché à calquer autant que possible la nouvelle présentation des rapports sur celle des budgets des opérations de maintien de la paix. De nouveaux efforts seront faits pour rationaliser les regroupements et améliorer encore la présentation des prochaines propositions budgétaires relatives aux missions politiques spéciales.

Complémentarités et synergies

10. En 2006, chaque mission politique spéciale administrée par le Département des affaires politiques a cherché à renforcer les complémentarités et les synergies avec le Département, les autres missions politiques spéciales et d'autres départements de l'Organisation. Le Département des affaires politiques a mis l'accent sur la coordination sur le terrain avec toutes les autres entités des Nations Unies s'occupant de la paix et de la sécurité, sachant que la prévention des conflits armés suppose que les secteurs du développement, de l'action humanitaire, des droits de l'homme et des questions politiques collaborent, ainsi que le fait observer le Secrétaire général dans son rapport d'activité sur la prévention des conflits armés (A/60/891). Pour ce qui est de l'appui administratif et logistique, le Département et nombre de ses missions politiques spéciales particulièrement importantes et complexes dépendent du Bureau de l'appui aux missions du Département des

opérations de maintien de la paix, lequel est spécialisé dans l'administration de ce type de missions opérationnelles. L'appui administratif et opérationnel des missions de moindre ampleur est assuré par le Service administratif du Département des affaires politiques.

Équipes de surveillance des sanctions et groupes d'experts

11. Le Département des affaires politiques continue de tout mettre en œuvre pour renforcer les complémentarités et les synergies entre les comités des sanctions, les groupes d'experts et les autres organes des Nations Unies. Entre autres initiatives, il a encouragé les différents groupes de surveillance établis par le Conseil de sécurité à échanger les renseignements qu'ils recueillent sur le terrain. Lorsque la situation le permet, les missions opérationnelles mettent leurs moyens logistiques à la disposition des comités des sanctions, ce qui évite d'avoir à les doter de moyens distincts. Les représentants spéciaux du Secrétaire général sont informés des activités des organes de surveillance et s'appuient sur leurs conclusions dans leurs analyses des aspects politiques des conflits. Les experts, tels que les membres de l'Équipe d'appui analytique et de surveillance des sanctions créée en application de la résolution 1526 (2004) du Conseil de sécurité concernant Al-Qaida et les Taliban et les personnes et entités qui leur sont associées, rencontrent régulièrement les responsables de secteur géographique des divisions régionales du Département des affaires politiques et se rendent dans diverses institutions pour rester au fait des aspects politiques et techniques de la situation dans leur domaine de compétence.

12. Le service compétent de la Division des affaires du Conseil de sécurité du Département des affaires politiques invite les organes de surveillance concernés à se concerter lorsqu'il a connaissance de renseignements présentant pour eux un intérêt mutuel. D'autre part, en raison de la périodicité fixée par le Conseil de sécurité pour la présentation des rapports destinés à l'informer, plusieurs groupes d'experts sont souvent présents à New York au même moment. Des réunions sont généralement organisées à cette occasion pour leur permettre de débattre de leurs méthodes de travail, des résultats de leurs activités et des moyens de renforcer leur coopération après leur départ de New York. Ainsi, le Groupe d'experts sur la Côte d'Ivoire a des contacts réguliers avec le Groupe d'experts sur le Libéria, afin de coordonner les visites que font les deux groupes dans les pays de la région.

13. Des initiatives analogues sont prises dans le domaine de l'appui administratif et logistique pour accroître l'efficacité. Par exemple, le Groupe de contrôle sur la Somalie partage des locaux avec le Bureau du Représentant spécial du Secrétaire général dans la région des Grands Lacs, lequel lui apporte un appui administratif et logistique (organisation des voyages, établissement des contrats d'engagement du personnel, etc.), le Groupe payant le loyer et les charges à l'Office des Nations Unies à Nairobi. De leur côté, les membres du Groupe d'experts sur le Libéria bénéficient du soutien de la Mission des Nations Unies au Libéria, qui met à leur disposition des bureaux équipés d'ordinateurs et des véhicules lorsqu'ils se trouvent à Monrovia.

14. Le Groupe d'experts sur la République démocratique du Congo est appuyé par la Mission de l'Organisation des Nations Unies en République démocratique du Congo (MONUC), qui met des moyens logistiques à sa disposition dans le pays et dans la région. La MONUC lui fournit des bureaux, assure le paiement des indemnités journalières de subsistance, avec l'autorisation des services financiers du

Siège et, à la demande du Groupe, assure la liaison avec le Gouvernement de la République démocratique du Congo pour organiser des réunions. De son côté, le Groupe d'experts sur la Côte d'Ivoire est appuyé par l'Opération des Nations Unies en Côte d'Ivoire (ONUCI), qui met à sa disposition ses véhicules pour les transports locaux à Abidjan, des escortes armées pour les déplacements à l'intérieur du pays, des places sur les vols qu'elle organise en Côte d'Ivoire et des bureaux, des ordinateurs et des photocopieuses que les experts utilisent quand ils en ont besoin. Le Groupe d'experts sur le Soudan utilise les locaux et les services communs de la Commission économique pour l'Afrique sur la base du partage des coûts.

15. Comme d'autres comités de sanctions et groupes d'experts, l'Équipe d'appui analytique et de surveillance des sanctions créée par la résolution 1526 (2004) du Conseil de sécurité concernant Al-Qaida, les Taliban et les personnes et entités qui leur sont associées a besoin de l'appui de plusieurs missions opérationnelles pour mener à bien ses activités. Elle entretient des relations de travail étroites avec la Direction du Comité contre le terrorisme ainsi qu'avec le Comité du Conseil de sécurité créé par la résolution 1540 (2004) et son groupe d'experts. L'Équipe a également renforcé sa coopération avec d'autres organisations internationales ou régionales, telles que l'Organisation de l'aviation civile internationale (OACI), l'Association du transport aérien international (IATA) et Interpol.

*Envoyés spéciaux ou personnels, conseillers spéciaux
et représentants personnels du Secrétaire général*

16. La plupart des intéressés ne résident pas sur place et ont fréquemment besoin de l'aide logistique et administrative des représentants résidents du Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD) ou des missions opérationnelles administrées par le Département des opérations de maintien de la paix. Dans le cas de l'Envoyé spécial pour Chypre et de l'Envoyé personnel pour le Sahara occidental, la présence de missions de maintien de la paix gérées par le Département a pour avantage de réduire au minimum la structure administrative nécessaire et, partant, de laisser aux intéressés la possibilité de se concentrer sur le règlement des conflits et les échanges auxquels ils doivent procéder avec les principales parties concernées, les États voisins et les autres États Membres intéressés, ainsi qu'avec le Conseil de sécurité. Les envoyés spéciaux ou personnels, les représentants spéciaux et les représentants personnels sont souvent amenés à s'appuyer sur le représentant résident du PNUD et l'équipe de pays des Nations Unies, dont la connaissance des réalités locales les aide à assurer la coordination des secours humanitaires, de l'aide au développement et de l'action en faveur des droits de l'homme avec les initiatives politiques.

Missions hors Siège dirigées par le Département des affaires politiques

17. Les missions dirigées par le Département des affaires politiques, qui font partie du groupe thématique III, sont largement tributaires pour la gestion de leurs effectifs, leurs achats et les autres services administratifs, soit du Bureau de l'appui aux missions du Département des opérations de maintien de la paix, soit des bureaux locaux du PNUD, avec lesquels doit s'établir une étroite coordination.

18. Ainsi, le Bureau du Représentant personnel du Secrétaire général pour le Liban est appuyé sur le plan administratif par un membre du personnel de la FINUL, laquelle est administrée par le Département des opérations de maintien de la paix; le

Bureau dépend aussi de la Force pour les transports dans le Sud-Liban. Il occupe des bureaux dans les locaux de la Commission économique et sociale pour l'Asie occidentale et travaille en liaison étroite avec le coordonnateur résident du PNUD et le Bureau de la coordination des affaires humanitaires pour s'assurer de la bonne coordination de l'aide humanitaire et de l'aide au développement.

19. De même, par souci d'efficacité et pour optimiser les ressources, le Bureau d'appui des Nations Unies pour la consolidation de la paix en Guinée-Bissau (BANUGBIS) partage avec d'autres organismes des Nations Unies des locaux, des moyens de communication et des services de courrier et de valise diplomatique. Le Bureau d'appui des Nations Unies pour la consolidation de la paix au Tadjikistan utilise les services du PNUD pour ses opérations de banque et de caisse et, en échange, met gracieusement un véhicule blindé à la disposition du PNUD lorsque celui-ci en a besoin. Afin d'améliorer l'efficacité des interventions postconflit, le Bureau d'appui des Nations Unies pour la consolidation de la paix en République centrafricaine (BONUCA) a entrepris avec l'équipe de pays des Nations Unies de redéployer les bureaux et installations situés dans sa zone d'activité, à la suite de quoi le PNUD, le Fonds des Nations Unies pour l'enfance (UNICEF), le Programme alimentaire mondial (PAM) et l'Organisation mondiale de la santé (OMS) envisagent maintenant de s'installer à Bossangoa en association avec le Bureau.

20. La Mission d'assistance des Nations Unies pour l'Iraq (MANUI), qui opère comme une mission intégrée, préside l'équipe de pays des Nations Unies au sein de laquelle sont regroupés tous les organismes des Nations Unies présents en Iraq. La Mission a collaboré avec le PNUD et la Banque mondiale à la création du Mécanisme des fonds internationaux pour la reconstruction de l'Iraq, en participant à la mise au point des procédures d'acceptation des fonds et d'évaluation, d'approbation, d'exécution et de suivi des projets.

21. Dans le domaine important de la sécurité, le Département de la sûreté et de la sécurité est un partenaire de premier plan, avec lequel le Département des affaires politiques collabore étroitement pour assurer la sécurité des missions politiques spéciales dans les zones de conflit.

**Grandes orientations et consignes de gestion données
par le Département des affaires politiques
aux missions politiques spéciales**

22. L'appui fonctionnel des missions politiques spéciales est fourni en majeure partie par les responsables de secteur géographique, qui s'acquittent de cette tâche par télégramme, téléphone et courrier, sous la supervision directe des directeurs et directeurs adjoints des divisions intéressées. Le Département des affaires politiques assure également, à tous les échelons, la supervision politique des missions politiques spéciales et la coordination des politiques les concernant. Les responsables de secteur font directement redescendre l'information vers les administrateurs sur le terrain, les directeurs et les directeurs adjoints des divisions concernées intervenant fréquemment pour donner des orientations. Le Comité exécutif pour la paix et la sécurité et le Comité des politiques du Secrétaire général donnent également des orientations et des directives fondées sur les informations qui ont été communiquées.

23. Si la situation est très complexe et exige une parfaite coordination entre les départements, le Siège organise régulièrement des réunions de coordination

auxquelles les missions participent par téléphone. Dans le cas de la MANUI, la mission la plus importante, la coordination se fait lors de la réunion hebdomadaire du Groupe des opérations en Iraq. Présidé par le Directeur de la Division de l'Asie et du Pacifique du Département, le Groupe reste le seul mécanisme interdépartemental et interinstitutions chargé d'aider la MANUI à s'acquitter de son mandat. Il se réunit une fois par semaine pour débattre d'un large éventail de questions de fond, portant sur la situation politique, les droits de l'homme, l'aide humanitaire, la reconstruction et le développement, et sur leurs articulations avec les questions opérationnelles et de sécurité qui intéressent la Mission. Le Groupe facilite également la coordination et la planification des activités menées par les différents organismes des Nations Unies à l'appui de la Mission et la communication entre ces entités. Il présente également des informations et des avis sur les questions opérationnelles relatives à l'Iraq au Département des affaires politiques, le département chef de file, et, selon qu'il convient, au Comité des politiques du Secrétaire général.

24. Lorsque des missions politiques spéciales sont dirigées par le Département des affaires politiques et administrées par le Département des opérations de maintien de la paix, les deux départements se concertent pour définir clairement les modalités de leur supervision – responsabilités respectives, mandat et paramètres – auxquelles peut ensuite se référer le Bureau de l'appui aux missions du Département des opérations de maintien de la paix.

25. Dans le cas des comités des sanctions et des groupes d'experts, ainsi que des envoyés spéciaux ou personnels, des conseillers spéciaux et des représentants personnels du Secrétaire général, c'est le Service administratif du Département des affaires politiques qui est responsable de l'exécution du budget, des questions de personnel, des arrangements logistiques et du contrôle. Pour les missions de plus grande ampleur, ces fonctions d'appui sont assumées par le Département des opérations de maintien de la paix, sauf dans le cas du Comité du Conseil de sécurité créé par la résolution 1540 (2004), qui relève pour cela du Département des affaires de désarmement, et de la Direction du Comité contre le terrorisme, qui les assume elle-même.

II. Prévisions de dépenses pour l'ensemble des missions politiques spéciales mandatées par l'Assemblée générale ou le Conseil de sécurité

26. Les prévisions de dépenses de l'ensemble des missions politiques spéciales figurant dans le présent rapport représentent un montant net de 364 871 200 dollars (montant brut : 389 880 700 dollars). On en trouvera la ventilation par mission et par poste de dépense ainsi que les tableaux d'effectifs correspondants aux tableaux 1 à 3 ci-après.

27. Le tableau 1 donne la liste complète des missions politiques, le montant des crédits ouverts pour chacune d'elle pour 2006, les engagements autorisés en 2006, s'il y en a, le montant estimatif des dépenses et des soldes inutilisés à la fin de 2006, et les besoins à prévoir pour la prochaine année du budget (2007), ainsi que la date d'expiration de chaque mandat. Y sont également indiquées les opérations qui ont pris fin ou ont été fusionnées avec d'autres missions durant 2006.

28. Comme l'indique le tableau 1, le montant global du solde inutilisé à la fin de 2006 devrait être de 95 883 600 dollars, provenant pour l'essentiel de la Mission d'assistance des Nations Unies pour l'Iraq, du fait des difficultés rencontrées sur le terrain, qui ont empêché le déploiement intégral de la mission.

29. Une part importante (92,6 %) des crédits demandés dans le présent rapport concerne le Groupe thématique III (bureaux des Nations Unies, bureaux d'appui à la consolidation de la paix, bureaux intégrés et commissions). Le Groupe thématique I (envoyés spéciaux ou personnels, conseillers spéciaux et représentants personnels du Secrétaire général), et le Groupe thématique II (équipes de surveillance des sanctions et groupes d'experts) représentent respectivement 1,8 % et 5,6 % du total. La part la plus importante des crédits demandés concerne la MANUI (46,4 %); viennent ensuite la MANUA (18,4 %), le Bureau intégré des Nations Unies en Sierra Leone (8,4 %) et la Commission d'enquête internationale indépendante (8,0 %). Les missions plus petites se partagent la portion restante. Le montant des projets de budget des missions politiques varie largement, allant de 175 500 dollars pour les activités du Conseiller spécial du Secrétaire général pour l'Afrique à 169 394 700 dollars pour la Mission d'assistance des Nations Unies pour l'Iraq.

30. La récapitulation d'ensemble des besoins à prévoir, par poste de dépense, est présentée au tableau 2. Les besoins en personnel représentent la plus grande part (52,7 %) des dépenses prévues.

31. Les besoins en personnel de chaque mission sont présentés au tableau 3, par catégorie et par classe. L'effectif total proposé fait apparaître une diminution nette de 217 postes par rapport à l'effectif total de 2006. Ce changement est le résultat de la suppression de 372 postes à la suite de la conversion du Bureau des Nations Unies au Timor-Leste en opération de maintien de la paix et de la non-intégration, pour l'instant, des besoins en effectif du Conseil international consultatif et de contrôle, contrebalancée en partie par 155 postes supplémentaires au titre des missions en cours, soit 14 postes au Bureau du Représentant personnel du Secrétaire général pour le Liban, principalement pour renforcer la sécurité, 39 postes au Bureau intégré des Nations Unies en Sierra Leone, essentiellement en prévision des élections nationales de 2007, 14 postes à la Commission d'enquête internationale indépendante pour renforcer la Division des enquêtes et les services d'appui administratif, 8 postes à la MANUA, principalement pour renforcer la sécurité, et 76 postes à la MANUI pour appuyer un éventuel processus de révision constitutionnelle, l'organisation de consultations électorales importantes et complexes, dont les élections gouvernementales et municipales, la tenue éventuelle de référendums à Kirkouk et des amendements à la Constitution iraquienne. L'augmentation des effectifs de cette dernière mission correspond également à des activités plus nombreuses dans un certain nombre de domaines – politique, aide humanitaire, développement, reconstruction et droits de l'homme.

32. La décision que l'Assemblée générale est amenée à prendre au sujet du financement des missions politiques spéciales figure à la section III ci-après.

33. Un résumé de l'utilisation des crédits ouverts initialement au titre des missions politiques spéciales et des crédits supplémentaires ouverts par la suite en vertu des dispositions de la résolution 41/213 figure à l'annexe.

Tableau 1
Coût estimatif des missions politiques spéciales

(En milliers de dollars des États-Unis)

Rubrique	Crédits ouverts en dépenses, 2004-2005				Ressources nécessaires, 2007			
	Crédits ouverts	Engagements de dépenses au titre de la résolution 60/249	Montant estimatif des dépenses	Écart : excédent (déficit)	Montant total des ressources nécessaires	Crédits supplémentaires nécessaires (montant net)	Période couverte	Textes portant autorisation; date d'expiration du mandat
	1	2	3	4 = (1+2+3)	5	6 = (5-4)	7	8
I. Groupe thématique I : envoyés spéciaux ou personnels, conseillers spéciaux et représentants personnels du Secrétaire général								
1. Envoyé spécial du Secrétaire général au Myanmar	205,5	—	22,5	183,0	198,4	15,4	1 an	Résolution 60/233 de l'Assemblée générale; décembre 2006
2. Conseiller spécial du Secrétaire général pour l'Afrique	199,6	—	55,8	143,8	175,5	31,7	1 an	S/2005/808, S/2005/809; décembre 2006
3. Conseiller spécial du Secrétaire général pour Chypre	399,6	—	24,6	375,0	571,3	196,3	1 an	Durée indéterminée
4. Conseiller spécial du Secrétaire général pour la prévention du génocide	874,7	—	640,1	234,6	1 082,5	847,9	1 an	Résolution du Conseil de sécurité 1366 (2001); S/2004/567, S/2004/568 (durée indéterminée)
5. Envoyé spécial du Secrétaire général pour le Sahara occidental	345,6	—	282,9	62,7	352,8	290,1	1 an	S/2005/497, S/2005/498 (durée indéterminée)
6. Envoyé spécial du Secrétaire général pour l'application de la résolution 1559 (2004) du Conseil de sécurité	1 467,7	—	663,1	804,6	1 191,7	387,1	1 an	Résolution 1559 (2004) du Conseil de sécurité, durée indéterminée
7. Représentant personnel du Secrétaire général pour le Liban	1 615,4	—	1 199,9	415,5	3 084,2	2 668,7	1 an	S/2005/725, S/2005/726; durée indéterminée
Total I	5 108,1	—	2 888,9	2 219,2	6 656,4	4 437,2		

Rubrique	Crédits ouverts en dépenses, 2004-2005				Ressources nécessaires, 2007			
	Crédits ouverts	Engagements de dépenses au titre de la résolution 60/249	Montant estimatif des dépenses	Écart : excédent (déficit)	Montant total des ressources nécessaires	Crédits supplémentaires nécessaires (montant net)	Période couverte	Textes portant autorisation; date d'expiration du mandat
	1	2	3	4 = (1+2+3)	5	6 = (5-4)	7	8
II. Groupe thématique II : équipes de surveillance des sanctions et groupes d'experts								
8. Groupe de contrôle sur la Somalie	1 626,6	—	1 001,3	625,3	1 186,1	560,8	10 mois en 2007	Résolution 1676 (2006) du Conseil de sécurité; décembre 2006
9. Groupe d'experts sur le Libéria	1 469,6	—	1 288,2	181,4	1 318,7	1 137,3	10 mois en 2007	Résolution 1689 (2006) du Conseil de sécurité; décembre 2006
10. Groupe d'experts sur la Côte d'Ivoire	700,7	—	956,8	(256,1)	1 223,6	1 479,7	10 mois en 2007	Résolution 1708 (2006) du Conseil de sécurité; décembre 2006
11. Groupe d'experts sur la République démocratique populaire du Congo	1 477,9	—	1 290,7	187,2	1 423,5	1 236,3	9,5 mois en 2007	Résolution 1698 (2006) du Conseil de sécurité; juillet 2007
12. Groupe d'experts sur le Soudan	1 725,7	—	1 272,5	453,2	1 823,6	1 370,4	10 mois en 2007	Résolution 1713 (2006) du Conseil de sécurité; septembre 2007
13. Équipe d'appui analytique et de surveillance des sanctions créée par la résolution 1526 (2004) du Conseil de sécurité concernant Al-Qaida, les Taliban et les personnes et entités qui leur sont associées	3 453,3	—	3 552,0	(98,7)	3 648,8	3 747,5	1 an	Résolution 1617 (2005) du Conseil de sécurité; décembre 2006
14. Appui au Comité du Conseil de sécurité créé par la résolution 1540 (2004) concernant la prévention de la prolifération de toutes les armes de destruction	2 181,7	—	2 017,9	163,8	2 189,1	2 025,3	1 an	Résolution 1673 (2006) du Conseil de sécurité; avril 2008

Rubrique	Crédits ouverts en dépenses, 2004-2005				Ressources nécessaires, 2007			
	Crédits ouverts	Engagements de dépenses au titre de la résolution 60/249	Montant estimatif des dépenses	Écart : excédent (déficit)	Montant total des ressources nécessaires	Crédits supplémentaires nécessaires (montant net)	Période couverte	Textes portant autorisation; date d'expiration du mandat
	1	2	3	4 = (1+2+3)	5	6 = (5-4)	7	8
15. Direction du Comité contre le terrorisme	7 475,5	–	7 205,9	269,6	7 718,8	7 449,2	1 an	Résolution 1535 (2004) du Conseil de sécurité; décembre 2007
Total II	20 111,0	–	18 585,3	1 525,7	20 532,2	19 006,5		
III. Groupe thématique III : bureaux des Nations Unies, bureaux d'appui à la consolidation de la paix et bureaux intégrés								
16. Bureau du Représentant spécial du Secrétaire général pour l'Afrique de l'Ouest	4 116,7	–	3 199,9	916,8	4 472,0	3 555,2	1 an	S/2005/16, S/2005/17; décembre 2007
17. Bureau d'appui des Nations Unies pour la consolidation de la paix en République centrafricaine	6 461,9	–	4 937,3	1 524,6	6 071,9	4 547,3	1 an	S/2005/758, S/2005/759; décembre 2006
18. Bureau d'appui des Nations Unies pour la consolidation de la paix en Guinée-Bissau	3 218,7	–	2 753,8	464,9	3 467,7	3 002,8	1 an	S/2005/796; décembre 2006
19. Bureau politique des Nations Unies pour la Somalie	6 949,8	–	3 866,9	3 082,9	6 759,9	3 667,0	1 an	S/2005/729, S/2006/730; décembre 2007
20. Bureau d'appui des Nations Unies pour la consolidation de la paix au Tadjikistan	2 168,7	–	1 993,3	175,4	2 207,8	2 032,4	1 an	S/2006/355, S/2006/366; juin 2007
21. Bureau de l'Envoyé spécial du Secrétaire général pour le processus concernant le futur statut du Kosovo	8 743,7	–	7 361,2	1 382,5	6 727,7	5 345,2	1 an	S/2005/708, S/2005/709; (durée indéterminée)
22. Bureau intégré des Nations Unies en Sierra Leone	23 276,0	–	22 625,2	650,8	30 564,0	29 913,2	1 an	Résolution du Conseil 1620 (2005); décembre 2006
23. Commission mixte Cameroun-Nigéria	7 220,7	260,8	5 035,4	2 446,1	9 303,0	6 856,9	1 an	S/2006/778, S/2006/819, S/2006/859; décembre 2006
24. Commission d'enquête internationale indépendante	26 312,2	–	18 415,6	7 896,6	29 116,8	21 220,2	1 an	Résolution 1686 (2006) du Conseil; juin 2007

Rubrique	Crédits ouverts en dépenses, 2004-2005				Ressources nécessaires, 2007			
	Crédits ouverts	Engagements de dépenses au titre de la résolution 60/249	Montant estimatif des dépenses	Écart : excédent (déficit)	Montant total des ressources nécessaires	Crédits supplémentaires nécessaires (montant net)	Période couverte	Textes portant autorisation; date d'expiration du mandat
	1	2	3	4 = (1+2+3)	5	6 = (5-4)	7	8
25. Bureau du Représentant spécial du Secrétaire général dans la région des Grands Lacs en Afrique	2 135,4	–	2 021,1	114,3	2 064,2	1 949,9	1 an	S/2006/811, S/2006/812; décembre 2006
26. Mission d'assistance des Nations Unies en Afghanistan	65 575,6	–	62 375,2	3 200,4	67 532,9	64 332,5	1 an	Résolution 1662 (2006) du Conseil; mars 2007
27. Mission d'assistance des Nations Unies pour l'Iraq	73 156,7	–	102 873,3	70 283,4	169 394,7	99 111,3	1 an	Résolution 1700 (2006) du Conseil; août 2007
Total III	329 336,1	260,8	237 458,2	92 138,7	337 682,6	245 543,9		
IV. Missions converties en opérations de maintien de la paix et autres opérations et missions dont les prévisions de dépenses ne sont pas prises en compte dans le présent rapport								
28. Bureau des Nations Unies au Timor-Leste	18 582,0		18 582,0	–	–	–		
29. Représentant du Secrétaire général auprès du Conseil international consultatif et de contrôle	306,5		306,5	–	–	–		
30. Bureau d'appui à la consolidation de la paix ^a	1 571,3		1 571,3	–	–	–		
Total IV	20 459,8	–	20 459,8	–	–	–		
Total général	375 015,0	260,8	279 392,2	95 883,5	364 871,2	268 987,6		

^a Crédit pour tout l'exercice biennal 2006-2007.

Tableau 2
Coûts estimatifs détaillés
(En milliers de dollars des États-Unis)

Rubrique	Crédits ouverts 2006	Engagements de dépenses au titre de la résolution 60/249	Dépenses 2006	Écart	2007		
					Total des ressources nécessaires	Ressources nécessaires (montants nets)	Besoins non renouvelables
	1	2	3	4 = (1 + 2 - 3)	5	6 = (5 - 4)	7
I. Militaires et personnel de police							
Observateurs militaires	2 328,7	—	2 075,0	253,7	2 938,6	2 684,9	—
Contingents	—	—	—	—	—	—	—
Police civile	30 297,7	—	14 991,1	15 306,6	16 859,8	1 553,2	—
Total partiel, catégorie I	32 626,4	—	17 066,1	15 560,3	19 798,4	4 238,1	—
II. Personnel civil							
Personnel recruté sur le plan international	148 277,7	122,7	122 763,4	25 637,0	159 989,7	134 352,7	—
Personnel recruté sur le plan national	27 255,7	—	21 542,3	5 713,4	28 856,2	23 142,8	—
Volontaires des Nations Unies	2 718,9	—	2 614,8	104,1	3 358,1	3 254,0	—
Total partiel, catégorie II	178 252,3	122,7	146 920,5	31 454,5	192 204,0	160 749,5	—
III. Dépenses opérationnelles							
Personnel temporaire (autre que pour les réunions)	401,9	—	394,0	7,9	388,6	380,7	—
Consultants et experts	14 585,7	49,2	10 833,5	3 801,4	13 034,7	9 233,3	—
Voyages officiels	9 285,7	78,9	7 833,1	1 531,5	9 436,8	7 905,3	—
Installations et infrastructures	36 249,6	—	23 630,2	12 619,4	41 073,4	28 454,0	18 180,1
Transports terrestres	8 737,7	—	7 520,2	1 217,5	19 011,6	17 794,1	13 233,6
Transports aériens	41 716,7	—	16 858,6	24 858,1	35 756,8	10 898,7	—
Transports maritimes	—	—	350,0	(350,0)	50,0	400,0	—
Transmissions	13 936,1	2,5	13 708,0	230,6	12 687,0	12 456,4	3 853,9
Informatique	7 588,7	—	7 171,1	417,6	7 965,7	7 548,1	3 629,5
Services médicaux	1 358,3	—	822,8	535,5	1 038,2	502,7	92,9
Matériel spécial	—	—	—	—	27,2	27,2	—
Fournitures, services et matériel divers	6 638,6	7,5	4 743,8	1 902,3	8 996,0	7 093,7	282,6

<i>Rubrique</i>	<i>Crédits ouverts 2006</i>	<i>Engagements de dépenses au titre de la résolution 60/249</i>	<i>Dépenses 2006</i>	<i>Écart</i>	<i>2007</i>		
					<i>Total des ressources nécessaires</i>	<i>Ressources nécessaires (montants nets)</i>	<i>Besoins non renouvelables</i>
	<i>1</i>	<i>2</i>	<i>3</i>	<i>4 = (1 + 2 - 3)</i>	<i>5</i>	<i>6 = (5 - 4)</i>	<i>7</i>
Projets à effet rapide	–	–	–	–	–	–	–
Total partiel, catégorie III	140 499,0	138,1	93 865,3	46 771,8	149 466,0	102 694,2	39 272,6
IV. Autres programmes							
Programme politique	44,8	–	30,0	14,8	44,8	30,0	–
Programme militaire	17,0	–	11,4	5,6	17,0	11,4	–
Programme civil et programme de police	62,9	–	42,1	20,8	36,2	15,4	–
Programme d'information	2 408,8	–	373,8	2 035,0	1 831,3	(203,7)	26,0
Programme relatif aux droits de l'homme	70,9	–	47,5	23,4	58,5	35,1	–
Programme de formation	573,1	–	575,7	(2,6)	1 415,0	1 417,6	–
Total partiel, catégorie IV	3 177,5	–	1 080,5	2 097,0	3 402,8	1 305,8	26,0
Total (ressources nécessaires – montants nets)	354 555,2	260,8	258 932,4	95 883,6	364 871,2	268 987,6	39 298,6

Tableau 3
Effectifs nécessaires

	Administrateurs et fonctionnaires de rang supérieur								Agents des services généraux et des catégories apparentées				Total, personnel international	Adminis- trateurs recrutés sur le plan national	Agents locaux	Volon- taires des Nations Unies	Total général
	SGA	SSG	D-2	D-1	P-5	P-4	P-3	P-2	Total partiel	Service mobile/ de sécurité	1 ^{re} classe	Autres classes					
I. Groupe thématique I. Envoyés spéciaux ou personnels, conseillers spéciaux et représentants personnels du Secrétaire général																	
1. Envoyé spécial du Secrétaire général pour le Myanmar^a																	
Effectif approuvé (2006)	1	–	–	–	–	–	–	–	1	–	–	–	1	–	1	–	2
Effectif proposé (2007)	1	–	–	–	–	–	–	–	1	–	–	–	1	–	1	–	2
2. Conseiller spécial du Secrétaire général pour l’Afrique^a																	
Effectif approuvé (2006)	1	–	–	–	–	–	–	–	1	–	–	–	1	–	–	–	1
Effectif proposé (2007)	1	–	–	–	–	–	–	–	1	–	–	–	1	–	–	–	1
3. Conseiller spécial du Secrétaire général pour Chypre^a																	
Effectif approuvé (2006)	1	–	–	–	–	1	–	–	2	–	–	1	3	–	–	–	3
Effectif proposé (2007)	1	–	–	–	–	1	–	–	2	–	–	1	3	–	–	–	3
4. Conseiller spécial du Secrétaire général pour la prévention du génocide^a																	
Effectif approuvé (2006)	–	1	–	–	–	2	–	–	3	–	–	1	4	–	–	–	4
Effectif proposé (2007)	–	1	–	–	–	2	–	–	3	–	–	1	4	–	–	–	4
5. Envoyé personnel du Secrétaire général pour le Sahara occidental^a																	
Effectif approuvé (2006)	1	–	–	–	–	–	1	–	2	–	–	–	2	–	–	–	2
Effectif proposé (2007)	1	–	–	–	–	–	–	–	1	–	–	–	1	–	–	–	1
6. Envoyé spécial du Secrétaire général pour l’application de la résolution 1559 (2004) du Conseil de sécurité																	
Effectif approuvé (2006)	–	–	–	–	–	1	–	–	1	–	–	1	2	–	–	–	2
Effectif proposé (2007)	–	–	–	–	–	1	–	–	1	–	–	1	2	–	–	–	2
7. Représentant personnel du Secrétaire général pour le Liban																	
Effectif approuvé (2006)	–	1	–	–	1	1	1	–	4	5	–	1	10	–	4	–	14
Effectif proposé (2007)	1	–	–	–	2	1	3	–	7	5	–	1	13	–	15	–	28
Total partiel, I																	
Effectif approuvé (2006)	4	2	–	–	1	5	2	–	14	5	–	4	23	–	5	–	28
Effectif proposé (2007)	5	1	–	–	2	5	3	–	16	5	–	4	25	–	16	–	41

	Administrateurs et fonctionnaires de rang supérieur								Agents des services généraux et des catégories apparentées				Total, personnel international	Adminis-trateurs recrutés sur le plan national	Agents locaux	Volon-taires des Nations Unies	Total général
	SGA	SSG	D-2	D-1	P-5	P-4	P-3	P-2	Total partiel	Service mobile/ de sécurité	1 ^{re} classe	Autres classes					
II. Groupe thématique II. Équipes de surveillance des sanctions et groupes d'experts																	
8. Groupe de contrôle sur la Somalie (anciennement Groupe d'experts sur la Somalie)																	
Effectif approuvé (2006)	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	1	1	–	1	–	2
Effectif proposé (2007)	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	1	1	–	1	–	2
9. Groupe d'experts sur le Libéria																	
Effectif approuvé (2006)	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	2	–	2
Effectif proposé (2007)	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	2	–	2
10. Groupe d'experts sur la Côte d'Ivoire																	
Effectif approuvé (2006)	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–
Effectif proposé (2007)	–	–	–	–	–	–	1	–	1	–	–	–	1	–	–	–	1
11. Groupe d'experts sur la République démocratique du Congo																	
Effectif approuvé (2006)	–	–	–	–	–	–	1	–	1	–	–	–	1	–	–	–	1
Effectif proposé (2007)	–	–	–	–	–	–	1	–	1	–	–	–	1	–	–	–	1
12. Groupe d'experts sur le Soudan																	
Effectif approuvé (2006)	–	–	–	–	–	1	1	–	2	–	–	–	2	–	1	–	3
Effectif proposé (2007)	–	–	–	–	–	1	1	–	2	–	–	–	2	–	1	–	3
13. Équipe d'appui analytique et de surveillance des sanctions créée par la résolution 1526 (2004) du Conseil de sécurité concernant Al-Qaida, les personnes et entités qui leur sont associées (anciennement Groupe de suivi)																	
Effectif approuvé (2006)	–	–	–	–	1	–	4	–	5	–	–	5	10	–	–	–	10
Effectif proposé (2007)	–	–	–	–	1	–	4	–	5	–	–	5	10	–	–	–	10
14. Appui au Comité du Conseil de sécurité créé par la résolution 1540 (2004) du Conseil de sécurité concernant la prévention de la prolifération de toutes les armes de destruction massive																	
Effectif approuvé (2006)	–	–	–	–	–	–	2	–	2	–	–	1	3	–	–	–	3
Effectif proposé (2007)	–	–	–	–	–	–	2	–	2	–	–	1	3	–	–	–	3
15. Direction du Comité contre le terrorisme																	
Effectif approuvé (2006)	–	1	1	2	9	11	3	–	27	–	1	7	35	–	–	–	35
Effectif proposé (2007)	–	1	1	2	9	11	3	–	27	–	1	7	35	–	–	–	35

	Administrateurs et fonctionnaires de rang supérieur								Agents des services généraux et des catégories apparentées			Total, personnel international	Adminis- trateurs recrutés sur le plan national	Agents locaux	Volon- taires des Nations Unies	Total général	
	SGA	SSG	D-2	D-1	P-5	P-4	P-3	P-2	Total partiel	Service mobile/ de sécurité	1 ^{re} classe						Autres classes
Total partiel, II																	
Effectif approuvé (2006)	–	1	1	2	10	12	11	–	37	–	1	14	52	–	4	–	56
Effectif proposé (2007)	–	1	1	2	10	12	12	–	38	–	1	14	53	–	4	–	57
III. Groupe thématique III. Bureaux des Nations Unies, bureaux d'appui à la consolidation de la paix, bureaux intégrés et commissions																	
16. Bureau du Représentant spécial du Secrétaire général pour l'Afrique de l'Ouest																	
Effectif approuvé (2006)	1	–	1 ^b	1	2	3	2	–	10	1	–	1	12	2	12	–	26
Effectif proposé (2007)	1	–	–	1	2	3	2	–	9	2	–	1	12	2	12	–	26
17. Bureau d'appui des Nations Unies pour la consolidation de la paix en République centrafricaine																	
Effectif approuvé (2006)	–	1	–	–	1	4	3	6	15	6	–	10	31	–	52	4	87
Effectif proposé (2007)	–	1	–	–	1	4	3	4	13	6	–	9	28	–	55	4	87
18. Bureau d'appui des Nations Unies pour la consolidation de la paix en Guinée-Bissau																	
Effectif approuvé (2006)	–	–	1	–	1	4	2	1	9	1	–	4	14	1	13	1	29
Effectif proposé (2007)	–	–	1	–	1	4	3	–	9	1	–	4	14	2	13	1	30
19. Bureau politique des Nations Unies pour la Somalie																	
Effectif approuvé (2006)	–	1	–	1	3	5	4	–	14	5	–	4	23	7	8	–	38
Effectif proposé (2007)	–	1	–	1	3	5	4	–	14	5	–	4	23	7	8	–	38
20. Bureau des Nations Unies pour la consolidation de la paix au Tadjikistan																	
Effectif approuvé (2006)	–	–	1	–	1	4	1	2	9	1	–	1	11	–	21	–	32
Effectif proposé (2007)	–	–	1	–	1	4	1	2	9	1	–	1	11	–	21	–	32
21. Bureau de l'Envoyé spécial du Secrétaire général pour le processus concernant le futur statut du Kosovo																	
Effectif approuvé (2006)	1	1	–	4	3	4	5	–	18	19	–	16	53	–	–	–	53
Effectif proposé (2007)	1	1	–	4	3	4	5	–	18	19	–	16	53	–	–	–	53
22. Bureau intégré des Nations Unies en Sierra Leone																	
Effectif approuvé (2006)	–	1	–	2	7	10	20	1	41	41	–	–	82	17	175	24	298
Effectif proposé (2007)	–	1	–	2	7	12	23	1	46	43	–	–	89	17	190	41	337

	Administrateurs et fonctionnaires de rang supérieur								Agents des services généraux et des catégories apparentées				Total, personnel international	Adminis- trateurs recrutés sur le plan national	Agents locaux	Volon- taires des Nations Unies	Total général	
	SGA	SSG	D-2	D-1	P-5	P-4	P-3	P-2	Total partiel	Service mobile/ de sécurité	1 ^{re} classe	Autres classes						
23. Appui de l'Organisation des Nations Unies à la Commission mixte Cameroun-Nigéria^a																		
Effectif approuvé (2006)	–	–	–	–	4	6	3	–	13	–	–	1	14	–	6	–	20	
Effectif proposé (2007)	2	–	1	–	4	7	2	–	16	–	–	1	17	–	6	–	23	
24. Commission d'enquête internationale indépendante																		
Effectif approuvé (2006)	1	–	1	3	12	31	38	5	91	75	1	8	175	4	46	–	225	
Effectif proposé (2007)	1	–	1	3	12	33	41	5	96	85	–	7	188	4	47	–	239	
25. Bureau du Représentant spécial du Secrétaire général pour la région des Grands Lacs en Afrique																		
Effectif approuvé (2006)	–	1	–	–	1	5	1	–	8	–	–	1	9	–	8	–	17	
Effectif proposé (2007)	–	1	–	–	1	5	1	–	8	–	–	1	9	–	8	–	17	
26. Mission d'assistance des Nations Unies en Afghanistan																		
Effectif approuvé (2006)	1	2	1	6	23	61	60	19	173	86	–	17	276	171	1 030	32	1 509	
Effectif proposé (2007)	1	2	1	7	23	61	60	19	174	92	–	17	283	171	1 030	33	1 517	
27. Mission d'assistance des Nations Unies pour l'Iraq																		
Effectif approuvé (2006)	1	2	3	7	19	70	63	22	187	212	4	3	406	81	451	–	938	
Effectif proposé (2007)	1	2	2	8	19	70	81	28	211	249	1	2	463	82	469	–	1 014	
Total partiel, III																		
Effectif approuvé (2006)	5	9	8	24	77	207	202	56	588	447	5	66	1 106	283	1 822	61	3 272	
Effectif proposé (2007)	7	9	7	26	77	212	226	59	623	503	1	63	1 190	285	1 859	79	3 413	
IV. Missions converties en opérations de maintien de la paix et autres opérations en missions dont les prévisions de dépenses ne sont pas prises en compte dans le présent rapport																		
28. Bureau des Nations Unies au Timor-Leste																		
Effectif approuvé (2006)	–	1	1	2	5	9	19	3	40	50	–	10	100	21	212	37	370	
Effectif proposé (2007)	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	
29. Représentant des Nations Unies auprès du Conseil international consultatif et de contrôle																		
Effectif approuvé (2006)	–	1	–	–	–	1	–	–	2	–	–	–	2	–	–	–	2	
Effectif proposé (2007)	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	

	Administrateurs et fonctionnaires de rang supérieur									Agents des services généraux et des catégories apparentées				Total, personnel international	Adminis- trateurs recrutés sur le plan national	Agents locaux	Volon- taires des Nations Unies	Total général
	SGA	SSG	D-2	D-1	P-5	P-4	P-3	P-2	Total partiel	Service mobile/ de sécurité	1 ^{re} classe	Autres classes						
30. Bureau d'appui à la consolidation de la paix ^c																		
Effectif approuvé (2006)	–	1	1	1	1	–	–	–	4	–	1	2	7	–	–	–	7	
Effectif proposé (2007)	–	1	1	1	1	–	–	–	4	–	1	2	7	–	–	–	7	
Total partiel, IV																		
Effectif approuvé (2006)	–	3	2	3	6	10	19	3	46	50	1	12	109	21	212	37	379	
Effectif proposé (2007)	–	1	1	1	1	–	–	–	4	–	1	2	7	–	–	–	7	
Total général																		
Effectif approuvé (2006)	9	15	11	29	94	234	234	59	685	502	7	96	1 290	304	2 043	98	3 735	
Effectif proposé (2007)	12	12	9	29	90	229	241	59	681	508	3	83	1 275	285	1 879	79	3 518	

^a Émargent au budget lorsqu'ils exercent effectivement leurs fonctions.

^b Pourvu par le PNUD jusqu'au 31 mars 2006.

^c Les prévisions de dépenses et d'effectif pour l'exercice biennal 2006-2007 représentent un montant total de 1 571 300 dollars, approuvé pour imputation sur les ressources prévues pour les missions politiques spéciales (voir résolution 60/255 de l'Assemblée générale, part. II, par. 3).

III. Décision que l'Assemblée générale est appelée à prendre

34. Il est demandé à l'Assemblée générale :

a) D'approuver les budgets des missions politiques spéciales énumérées au tableau 1 jusqu'à décembre 2007, pour un montant total net de 364 871 200 dollars (montant brut : 389 888 700 dollars);

b) De prendre note que le solde inutilisé des crédits initialement ouverts pour les différentes missions s'élève au total à 95 883 600 dollars;

c) D'ouvrir, en vertu des dispositions de sa résolution 41/213, un crédit d'un montant de 268 987 600 dollars au titre du chapitre 3 (Affaires politiques) du budget-programme pour l'exercice biennal 2006-2007 et un autre d'un montant de 25 017 500 dollars au titre du chapitre 35 (Contributions du personnel), qui seront compensés par un montant correspondant au titre du chapitre premier des recettes (Recettes provenant des contributions du personnel).

Annexe

Récapitulatif des crédits ouverts au titre des missions politiques spéciales, 2006-2007

(En milliers de dollars des États-Unis)

	<i>Dépenses imputées sur le crédit ouvert</i>	<i>Crédits ouverts (montant net)</i>
Crédits ouverts au titre des missions politiques spéciales (résolution 60/247)		355 949,3
Imputations approuvées par l'Assemblée générale au titre de la :		
Résolution 60/248	(100 000,0)	
Résolution 60/255 (première partie, par. 19)	(202 469,5)	
Résolution 60/255 (deuxième partie, par. 3)	(1 571,3)	
Résolution 60/281 (par. 6)	(51 908,5)	
Montant total imputé	(355 949,3)	
Crédits supplémentaires approuvés au titre de la résolution 41/213		
Résolution 60/281 (par. 7)		19 065,7
Montant total des crédits ouverts au titre des missions politiques spéciales à la clôture de la soixantième session		375 015,0
Crédits supplémentaires demandés dans le présent rapport (A/61/525 et Add.1 à 5)		268 987,6
Montants engagés au titre de la résolution 60/249 et indiqués dans le premier rapport sur l'exécution du budget pour l'exercice 2006-2007 (voir A/61/593)		260,8
Total, crédits approuvés et à approuver		644 263,4